

# LA PHILOSOPHIE DU GOUVERNAIL

LE 10 NOVEMBRE 2011 JEAN-PAUL JOUARY

Taxer de « populiste » le référendum proposé aux Grecs, c'est s'asseoir sur un principe clé de la démocratie, la représentation. Une nouvelle chronique de Jean-Paul Jouary.



“

***Si nous avons un prince, c'est afin qu'il nous préserve d'avoir un maître.***

***- Pline l'Ancien***

”

La planète a échappé à un scandale : un peuple d'Europe a failli être consulté sur l'avenir de ses salaires, de ses services publics, de son économie, de tout ce qui fait sa vie. Fort heureusement, ce ne sera pas le cas : les Grecs – dont les ancêtres inventèrent jadis la démocratie – devront subir leur sort sans mot dire. Les grands de ce monde et les Bourses avaient bondi à cette simple idée, les traitant d'irresponsables et de « populistes » : quiconque prétendant donner au peuple un rôle décisionnel se voit ces temps-ci traité de « populiste », ce qui signifie en clair que la félicité du peuple dépend toujours de ses maîtres et jamais de lui-même.

Combien de fois des gouvernants élus ont-ils manifesté leur mépris pour les « porteurs de pancartes » et autres manifestants ou grévistes, clamant haut et fort que la politique ne se décide pas dans la rue mais seulement parmi ceux que les citoyens ont élus ? Et il est vrai que ce sont bien les citoyens qui leur ont conféré leurs pouvoirs. On objectera peut-être que ces pouvoirs sont injustement définis par une Constitution peu démocratique. Mais ce sont encore une fois les citoyens eux-mêmes qui ont, directement ou indirectement, explicitement ou implicitement, activement ou passivement, permis à cette Constitution d'être promulguée et conservée ou même aggravée avec le temps. Si toute légitimité repose en dernière

analyse sur la volonté du peuple lui-même, si « *toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi* », selon les termes du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, alors les élus des démocraties représentatives modernes n'ont en un sens pas tort de se déclarer « légitimes ». Et ils ne s'en privent pas.

En même temps, en un autre sens, ce raisonnement peut apparaître très contestable, et relever du pur sophisme. C'est même pour que les citoyens n'aillent pas plus loin dans leur dangereuse réflexion, que l'accusation de « populisme » leur est si souvent lancée. Admettons que les citoyens aient voté d'une manière ou d'une autre pour que ceux qui les dirigent aient accédé à leurs places et disposent de tels pouvoirs de décision ; que leur ont-ils transféré par cette voie ? La réponse semble aller de soi : on élit des représentants pour qu'ils gouvernent, qu'ils soient parlementaires ou Présidents. Pourtant chaque mot pose problème.



Représenter, c'est rendre présent ce qui est absent, comme s'il était effectivement présent. Par exemple, un Ambassadeur ne décide pas quelles seront les relations de son pays avec le pays où il est en poste : il ne fait que représenter son gouvernement et ne dit donc rien d'autre que ce que son gouvernement lui demande de dire. Un représentant de commerce ne doit de même rien faire d'autre que ce que son entreprise lui demande de vendre dans telles ou telles conditions.

Ce qui signifie qu'un « représentant » ne peut être doté d'aucun « pouvoir » propre, faute de quoi il cesse de « représenter » pour se mettre « à la place de ». Au nom de quoi les « représentants du peuple » ont-ils alors le pouvoir de décider des lois et de toute la politique d'un pays sans que les citoyens aient aucun moyen de ratifier ou non leurs décisions ? On a pu voir dans **la chronique précédente** qu'aucun démocrate ne l'a toléré jusqu'à une période historique récente.

Mais si ce mot « représenter » pose ce problème, c'est parce que l'autre mot, « gouverner », en pose un autre, d'aussi grande ampleur. Dans la conscience des citoyens d'aujourd'hui, « gouverner » et « diriger » sont devenus synonymes.



***Or gouverner c'est tenir le gouvernail, et diriger c'est définir une direction, un cap. En navigation, d'où ces métaphores tirent leur origine, le cap est décidé par les utilisateurs du bateau, les passagers qui doivent rester maîtres de la destination de leur voyage, et le gouvernail est confié par nécessité pratique à quelques marins à seule fin que ce cap soit maintenu. Qui accepterait que celui à qui l'on confie la barre se mette à décider de modifier le pays d'arrivée ?***



On a donc besoin de « gouvernants » pour mettre en œuvre une politique décidée par les citoyens, pas pour la définir ou la modifier. Sans quoi il n'y a plus de démocratie entre deux élections. « *Si nous avons un prince, c'est afin qu'il nous préserve d'avoir un maître* », selon les mots de Pline que Rousseau cite dans son *Discours sur l'inégalité*.

C'est en ce sens que l'expression « démocratie représentative » devient une contradiction dans les termes : à force de confondre gouverner et diriger, les citoyens en viennent à se détourner des formes institutionnelles de leurs démocraties pour tenter d'inventer autre chose. Et si certains appellent cela une « dépolitisation » ou un « populisme », on peut y voir peut-être aussi une promesse de réinvention des libertés humaines.

---

PS : À lire, dans *La solitude de l'isolement*, que viennent de publier les éditions Autrement (ouvrage collectif dirigé par Pascal Perrineau et Luc Rouban), le chapitre que Pascal Perrineau consacre au vote d'extrême-droite, dans son rapport à la crise de la démocratie représentative. Et relire, avec passion et rigueur, *Le Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau pour s'orienter dans les enjeux d'avenir.

---

Essayiste, Jean-Paul Jouary chronique avec philosophie la présidentielle. **Retrouvez ses billets parus sur OWNI.**

---

Illustration via Flickr par **Temari09** [cc-by-nc] remixée par Ophelia Noor pour OWNI.  
Poster-citation de Marion Bouchariat [by-nc-sa] pour OWNI.

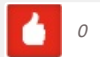
### DELTOUR

le 10 novembre 2011 - 10:10 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Toujours ravi de découvrir des articles que je pense écrire, et que d'autres écrivent bien mieux que moi.  
A mon sens, les questions que vous posez sont aujourd'hui essentielles.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

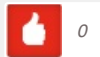
### BORIS

le 10 novembre 2011 - 10:23 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Belle uchronie de l'histoire de la démocratie. Selon vous, un bon exercice de la démocratie se fonderait sur une juste distinction du 'gouverner' et 'diriger'. Mais c'est envisager la démocratie uniquement comme objet conceptuel, un magma sans sa source de chaleur. Mais elle est aussi l'expérience que 'nous autres' alimentons au fil des jours. Et comme toute expérience, un état limite peut être atteint, l'imprévu peut naître et l'emballage dévastateur survenir. On parle ainsi, en politique, de 'gestion de l'état de crise'. Lorsque l'eau emplit les cales du bateau, lorsque la tempête gronde, lorsque les voiles déjà s'affalent, que des hommes passent par dessus bord, alors plus personne n'attend du capitaine qu'il nous interroge sur le nouveau cap à prendre. Qu'il dirige ! qu'il soit le maître ! Oui, qu'il redevienne ce 'maître sage' durant cet instant nécessaire. Je ne sais pas pour vous mais d'ici je peux entendre la tempête rugir !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### TOM B

le 10 novembre 2011 - 10:44 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Excusez le commentaire a chaud, qui est plutot sur la forme que le fond (que je n'ai pas encore bien "digeré" pour réagir) :*  
*Je trouve la métaphore du représentant de commerce tout à fait malvenue. C'est précisément le rôle d'un "représentant commercial" d'influer sur le contenu et les modalités de l'échange entre ce qu'il représente (entreprise) et son interlocuteur, c'est-à-dire la nature et la valeur de l'échange commercial (quels biens ou services, dans quelles quantités, à quel prix), qui sont l'équivalent métaphorique des échanges politiques entre ambassadeurs et pays tiers. Ces deux types de représentants ont donc un pouvoir décisionnaire effectif, celui d'une interface bidirectionnelle... Dans la limite des pouvoirs qui lui sont donnés par l'entité qu'il représente.*  
*Le parallèle avec la politique intérieure est plus ou moins valable, mais pousse plutôt à admettre que le représentant du peuple a et doit avoir un "pouvoir", autant le commercial et le diplomate qui n'ont pas de sens sans cette "marge de manoeuvre", que d'ailleurs le navigateur qui a aussi le devoir d'adapter les désirs des passagers aux réalités de la mer, sous peine que tout le monde finisse en nourriture a poissons.*

La clé est donc non pas dans l'existence mais dans le contrôle de cette fameuse "marge de manoeuvre" que l'on donne aux représentants et au gouvernants, et les outils que l'on se donne pour ce contrôle.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### PAPPEDEFINITIF

le 10 novembre 2011 - 17:38 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Il suffit de voir le désarroi de certains qui ne voulaient ni quitter l'euro ni soutenir Papandreou.*

*Il ne faut pas confondre référendum et plébiscite.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### SARKOVER

le 11 novembre 2011 - 19:13 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

*Je suis sur la même longueur d'onde que vous. Lire un article que j'ai commis il y a quelques temps déjà sur la même question et en référence également à Rousseau, et que j'ai publié sur un site qui n'est pas non plus sans entretenir une certaine analogie avec le vôtre (en gros "philo-politique"):*

*<http://www.politproductions.com/content/la-souverainet%C3%A9-en-question-en-france-aussi>*

*Cela dit, notre travail devrait / devra être de penser sérieusement un démarquage clair et distinct, pour parler cartésien (une fois n'est pas coutume), de la "réinvention des libertés humaines", à laquelle vous appelez implicitement, par rapport à tous les populismes, fascismes, stalinismes qui rampent dans l'ornière de nos démocrasouilles. Pas facile mais catégoriquement impératif.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### STEPHAN GREGOGNA

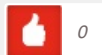
le 12 novembre 2011 - 14:25 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Gouverner c'est tenir le gouvernail, et diriger c'est définir une direction, un cap. En navigation, d'où ces métaphores tirent leur origine, le cap est décidé par les utilisateurs du bateau, les passagers qui doivent rester maîtres de la destination de leur voyage, et le gouvernail est confié par nécessité pratique à quelques marins à seule fin que ce cap soit maintenu. Qui accepterait que celui à qui l'on confie la barre se mette à décider de modifier le pays d'arrivée ?*

*Depuis que ceux qui tiennent la barre déclenchent=> Guerres, tempêtes, catastrophes, cataclysmes en tous genres, les passagers devraient commencer à comprendre la nécessité, soit de les passer par-dessus bord, soit de leur donner une chance de rester passagers.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### 3 pings

La philosophie du gouvernail. Jean-Paul Jouary « Didier Moulinier WordPress le 10 novembre 2011 - 18:20

*[...] clair que la félicité du peuple dépend toujours de ses maîtres et jamais de lui-même. (...)Via owni.fr "Aimer" ceci : "J'aime" Soyez le premier à aimer ce post. Publié [...]*

Pirate, anonyme et indigné... « Digital Wanderer le 13 novembre 2011 - 13:20

*[...] leur mal être. La crise, c'est de notre faute et c'est à nous d'en porter le poids, la responsabilité des erreurs de nos dirigeants qui auraient dus nous gouverner avec justice, inv... Voilà le message que nous devons entendre, voilà les raisons pour lesquelles nous devons nous [...]*

Le Parti Pirate : mon avis. | Spydemon's personal blog le 10 juillet 2012 - 22:46

*[...] [1] La philosophie du gouvernail est expliquée en détail dans cet article : <http://owni.fr/2011/11/10/la-philosophie-du-gouvernail/> [...]*